

**FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 11****MERCREDI, 18 SEPTEMBRE 2013**

Mercredi, la CdP 11 s'est réunie dans deux sessions parallèles. Le CRIC a terminé une première lecture des rapports sur la communication et l'établissement des rapports, et la collaboration avec d'autres conventions et organisations internationales, y compris le FEM. Le CST a examiné des propositions visant à améliorer la gestion des connaissances à travers le portail de partage des connaissances scientifiques.

Dans l'après-midi et la soirée, des groupes de contact du CRIC, du COW et du CRIC-CST se sont réunis.

CRIC

AMÉLIORATION DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DES INFORMATIONS, AINSI QUE DE LA QUALITÉ ET DU FORMAT DES RAPPORTS À SOUMETTRE À LA CLD: Le Président Rowen a invité les Parties à examiner le sous-point intitulé « Examen du rapport global sur le quatrième processus d'examen et d'établissement des rapports » (ICCD/CRIC(12)/7). Présentant le rapport, Anja Thust, Secrétaire de la CLD, a souligné que l'amélioration des lignes directrices sur la méthodologie, la convivialité et les rapports est nécessaire pour maintenir la cohérence interne dans le processus d'établissement des rapports, notant qu'il est essentiel d'évaluer les progrès par rapport à des ensembles de données comparables.

De nombreuses Parties, y compris l'ALGÉRIE, LA JORDANIE, le BRÉSIL, l'ARGENTINE et la COLOMBIE, ont noté la difficulté de mesurer les progrès accomplis étant donné la faible quantité de soumissions. L'AFRIQUE DU SUD, le PANAMA, le COSTA RICA, la TANZANIE, le MAROC et la THAÏLANDE ont attribué la faible quantité de rapports soumis à, entre autres raisons, la complexité du système PRAIS et aux difficultés rencontrées dans la collecte des données. Bon nombre de délégués ont souligné la nécessité de renforcer les capacités humaines, technologiques et financières pour permettre aux pays de fournir des informations en temps opportun.

La GUINÉE-BISSAU et le BÉNIN ont souligné la nécessité d'impliquer des organismes régionaux pour aider en ce qui concerne les statistiques ventilées. Le GUATEMALA a souligné la nécessité d'ajuster le PRAIS pour produire des analyses pertinentes par rapport aux politiques.

Massimo Candelori, Secrétaire de la CLD, a présenté des rapports sur: « Promouvoir l'analyse et la diffusion des meilleures pratiques » et « Accessibilité de l'information sur les meilleures pratiques » (ICCD/CRIC(12)/4-ICCD/COP(11)/CST/7 et ICCD/CRIC(12)/5).

La CHINE a partagé l'expérience de son pays à travers le Forum international Desert Kubuqi, affirmant qu'il fournit une plateforme de dialogue de haut niveau pour une approche intégrée permettant de faire face à la DDTs, au développement de l'industrie du sable, et au développement de nouvelles sources d'énergie. La MONGOLIE a souligné son importance en tant que moyen innovateur de mettre en œuvre la Convention.

Le BOUTHAN a proposé des ateliers régionaux de partage d'expériences sur l'établissement des rapports PRAIS. L'ARGENTINE a mis en garde contre les risques en matière de droits de propriété associés au stockage d'information sur les meilleures pratiques de GDT et sur

le portail PRAIS. L'ÉGYPTE a encouragé les Parties à traduire les recommandations en actions sur le terrain. Le SENEGAL a instamment prié les régions d'améliorer la diffusion des meilleures pratiques. Le CAMBODGE a souligné le renforcement des capacités et le soutien financier pour l'établissement des rapports nationaux.

Le SUISSE a appelé le Secrétariat à attribuer la responsabilité de la gestion de la base de données sur les meilleures pratiques en matière de GDT à la World Overview of Conservation Approaches and Technologies (WOCAT).

PROMOTION ET RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC D'AUTRES CONVENTIONS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES, INSTITUTIONS ET AGENCES: Sergio Zelaya, Secrétaire de la CLD, a présenté un aperçu des documents pertinents sur ce point de l'ordre du jour (ICCD/CRIC(11)/19 et Add.1, ICCD/CRIC(12)/INF.1 et ICCD/CRIC(12)/CRP.1).

Les Parties se sont félicitées des efforts visant à promouvoir les synergies entre les trois Conventions de Rio et ont souligné l'importance de se centrer sur: accroître l'efficacité et la mobilisation des ressources; s'assurer que les efforts nationaux de mise en œuvre de chaque convention soient complémentaires; et harmoniser les formats des rapports. La JORDANIE a proposé l'attribution d'un agent de liaison pour coordonner les relations entre tous les organes des conventions.

L'ARGENTINE a mis en garde contre l'approche « non-conventionnelle » du Secrétariat employée dans l'élaboration de ses documents multidisciplinaires, qualifiés de document de plaidoyer. Concernant le plaidoyer, la sensibilisation et la promotion de la Convention, le ZIMBABWE a proposé la création d'une plate-forme mondiale « ouverte et non politique » permettant aux parties prenantes d'avoir un droit de regard sur les questions relatives à la DDTs et sur la mise en œuvre de la Convention.

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a souligné que les objectifs sur la neutralité de la dégradation des terres devraient inclure des garanties contre les risques environnementaux potentiels. Le PNUD a attiré l'attention sur les recommandations politiques contenues dans le Rapport sur les terres arides du monde et a appelé à un soutien pour un plan d'action proposé sur les terres arides.

COLLABORATION AVEC LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL: Le matin, les délégués ont examiné deux sous-éléments de l'ordre du jour: le rapport du FEM sur les stratégies, les programmes et les projets de financement des coûts marginaux convenus des activités relatives à la désertification, et le Protocol d'accord (PA) entre la CLD et le FEM (ICCD/CRIC(12)/6). Le Secrétariat a indiqué qu'une proposition d'amendements au PA sera soumise au Conseil du FEM et au Secrétariat pour examen à la CdP 12. Plusieurs Parties ont appelé à étendre l'allocation de ressources aux points focaux de la CLD et à améliorer l'accessibilité directe au financement à tous les niveaux. Le COSTA RICA a déclaré qu'une alliance avec le FEM a permis à son pays de transférer des fonds directement aux agriculteurs. Le GUATEMALA a demandé une réévaluation du cofinancement requis dans le cadre du FEM et un accroissement du soutien technique et, avec la TUNISIE, et a appelé à la simplification des processus bureaucratiques.



CST
AMÉLIORATION DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, NOTAMMENT DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES, MEILLEURES PRATIQUES, ET EXEMPLES DE RÉUSSITE:

Débutant l'examen du sous-point de l'ordre du jour sur le « Portail de partage des connaissances scientifiques », le Président Magalhães a sollicité des observations sur le document ICCD/COP(11)/CST/6 et son rapport de progrès (ICCD/COP(11)/CST/INF.4). Elysa David, Secrétaire de la CLD, a annoncé sa volonté de développer un « portail de portails » en additionnant des connaissances à partir des référentiels existants. Elle a signalé que la phase pilote en cours vise à : cibler les utilisateurs des connaissances; éviter de réinventer la roue; maximiser les forces des partenaires et les réseaux entre les centres d'archivage des connaissances; et minimiser les investissements initiaux en s'appuyant sur les sources de connaissances existantes.

Au cours de la discussion qui a suivi, de nombreuses Parties, y compris le MAROC, l'ARGENTINE, la REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, l'ÉQUATEUR, le COSTA RICA et le YEMEN ont exprimé des préoccupations concernant l'accès à Internet au niveau local; la fourniture de contenu dans toutes les langues des Nations Unies; et l'inclusion des connaissances traditionnelles et des pratiques locales. La TUNISIE a déclaré que l'objectif de l'activité ne peut pas être atteint sans engagement au niveau national, et la NAMIBIE a proposé d'étendre le champ d'action aux applications mobiles, ce qui augmenterait l'accessibilité locale. La TURQUIE a suggéré que les pays soient responsables des traductions en langues locales, et le HONDURAS a demandé une plus grande synergie entre les portails existants des Conventions des Nations unies. Le MEXIQUE, avec l'ITALIE et la CHINE, a appelé au renforcement du partage des connaissances et des synergies au niveau régional.

Le Président Magalhães a présenté le sous-point de l'ordre du jour intitulé « Promotion de l'analyse et de la diffusion des meilleures pratiques », fondé sur des décisions 21/COP.10 et 15/COP.10 et les documents pertinents (ICCD/CRIC(12)/4 - ICCD/COP(11)/CST/7 et Corr.1 et ICCD/COP(11)/CST/6), et a invité le Vice-président du CRIC, Hussein Nasrallah (Liban), à modérer la discussion.

Le MAROC a salué la collaboration entre le CRIC et le CST qui, selon lui représente le début d'une ISP interne. Le BRÉZIL a demandé des précisions sur le travail de la CST pour recommander des sujets pertinents sur lesquels des conseils seraient particulièrement appropriés.

Le JAPON a appelé la Convention à établir des partenariats avec les organisations décentralisées concernées pour faciliter le transfert de connaissances aux niveaux les plus bas.

L'ARGENTINE a appuyé les appels à une collaboration accrue avec la WOCAT mais a exprimé ses préoccupations que les droits de propriété intellectuelle concernant les meilleures pratiques des peuples autochtones présentés en ligne doivent être assurés. Les États-Unis ont rappelé que la propriété et le contrôle de la propriété intellectuelle demeure entre les mains des pays détenant l'information, et au sein de quelque base de données de la CLD que ce soit.

CONSEILS POUR MIEUX MESURER LES PROGRÈS RÉALISÉS SUR LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

1, 2 ET 3 DE LA STRATÉGIE: Après une introduction par le Secrétaire, Gunilla Bjorklund (Suède), Présidente du Groupe spécial d'experts techniques (GSET) et le membre du GSET, Juan Puigdefabregas (Espagne) ont présenté les recommandations finales du GSET (ICCD/COP(11)/CST/2). Ils ont souligné: la délimitation opérationnelle des zones touchées; les indicateurs mondiaux, nationaux et locaux; un cadre conceptuel indicateur-intégration; les mécanismes de suivi et d'évaluation; les liens entre les échelles; et les besoins techniques et de ressources pour les travaux actuels et futurs.

Dans la discussion qui a suivi, l'UE a suggéré d'utiliser, en l'absence de données nationales, les indicateurs mondiaux. Les États-Unis ont appelé à des précisions supplémentaires sur les indicateurs avant leur adoption, en déclarant que « les détails ont leur importance ». Le JAPON a instamment prié d'affiner les définitions et les méthodologies pour exclure l'arbitraire, et d'assurer la fiabilité des sources de données.

L'ALGERIE a suggéré d'examiner d'autres indicateurs existants tels que ceux utilisés par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). L'INDE a salué le travail de l'AGTE sur la création d'une « approche nuancée et différenciée pour les indicateurs mondiaux, nationaux et locaux », et a estimé que les faibles taux de présentation des rapports sont dus à un manque d'ensembles de données appropriées et de compréhension des zones touchées.

Le SOUDAN, le MAROC, CUBA et l'ÉGYPTE ont indiqué que les définitions des zones touchées devraient être larges, et toutes les composantes de la recommandation 1 sur la délimitation opérationnelle des zones touchées obligatoires. L'ARGENTINE a mis en garde que ces suggestions incluraient des catégories ne relevant pas du mandat de la CLD.

Le délégué des PHILIPPINES a proposé de définir et de tenir compte de l'aridité saisonnière, de laquelle son pays souffre.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a décrit ses efforts pour lutter contre la sécheresse. La FAO a souligné l'importance de la discussion du GSET sur les indicateurs multi-niveaux et a demandé davantage d'études sur ce sujet.

REMANIEMENT DU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE EN LIGNE AVEC LA STRATÉGIE: Le président Magalhães a ensuite présenté Richard Escadafal, s'exprimant au nom du Consortium sur la connaissance scientifique et traditionnelle pour le développement durable, qui a présenté les préparatifs pour la 3e Conférence scientifique de la CLD portant sur « combattre la DDTs pour réduire la pauvreté et assurer un développement durable: la contribution de la science, de la technologie, des connaissances et pratiques traditionnelles » (ICCD/COP(11)/CST/5).

Escadafal a indiqué que la plupart des travaux du consortium à ce jour ont été entrepris sans le financement de la CLD et en raison de ce manque de financement, le consortium ne peut actuellement pas continuer à travailler sur la préparation de la conférence, qui est désormais susceptible d'être retardée jusqu'à avril 2015.

En réponse à une demande du YEMEN, le Secrétaire a expliqué que les conférences scientifiques et le consortium sont financés par des fonds extrabudgétaires, et qu'il n'existe actuellement aucune source de financement durable pour eux.

GROUPES DE CONTACT

Le groupe de contact du COW sur les conditions d'hébergement du MM s'est réuni dans l'après-midi. Après que l'ITALIE ait présenté une liste de questions sur le rapport du Secrétaire, l'animateur Aho a informé les Parties que la réponse du Secrétaire serait examinée lors de la session de jeudi du groupe de contact. Dans le groupe de contact du COW sur les questions budgétaires, les délégués ont entamé l'examen du projet de texte sur les moyens de financement.

Dans l'après-midi, le groupe de contact du CRIC a rédigé le texte du préambule sur le renforcement et l'amélioration de l'alignement et de la mise en œuvre des programmes d'action avec la Stratégie. Les Parties ont réaffirmé la difficulté d'accéder au financement pour les PAN, certains soulignant la nécessité de simplifier le processus. Parmi les points soulevés figuraient: la question de savoir si les organismes de financement spécifiques devraient être indiqués; s'il faut spécifier un financement partageable; et la façon d'aborder une responsabilité ou un intérêt partagé dans le processus d'alignement.

Le groupe de contact du CST s'est réuni en soirée et les discussions se sont poursuivies sur les moyens de permettre à la CLD de devenir la principale autorité sur la recherche scientifique sur la DDTs. Le modérateur Hanley a exprimé l'espoir que les participants se mettent d'accord sur l'idée de créer une plate-forme pour distiller la recherche et les connaissances actuelles, un sujet qui a constitué l'objectif principal de discussion.

Le groupe de contact conjoint du CRIC-CST s'est également rencontré dans la soirée pour discuter des méthodes pour mesurer les progrès accomplis sur les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie.

DANS LES COULOIRS

Alors que de nombreux participants ont souligné un début prometteur au sein des discussions du CST sur l'amélioration de la collaboration internationale pour renforcer les liens entre la science, la politique et la pratique, l'ambiance sous la tente du CRIC a été, a-t-on rapporté, plus controversée. Un observateur a noté que l'accent initial sur les possibilités de mobiliser des ressources supplémentaires grâce à l'amélioration des synergies entre les Conventions de Rio s'était déplacé pour se concentrer sur les déséquilibres entre elles, et beaucoup ont réfléchi à l'observation de l'Inde selon laquelle son pays a reçu 63 % du total des fonds du FEM pour les changements climatiques et moins de 1 % pour des activités liées à la DDTs.

Pendant ce temps dans les groupes de contact du COW, certains ont commenté l'émergence d'une course aux offres pour accueillir le MM.